1. La notion de «services» visée par la première directive 89/104/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, rapprochant les législations des États membres sur les marques, notamment à son article 2, comprend les services fournis dans le cadre du commerce de détail de produits.

2. Aux fins de l'enregistrement d'une marque pour de tels services, il n'est pas nécessaire de désigner concrètement le ou les services en cause. En revanche, des précisions sont nécessaires quant aux produits ou types de produits concernés par ces services.

(¹) JO C 19 du 25.1.2003.

ARRÊT DE LA COUR

(première chambre)

du 14 juillet 2005

dans l'affaire C-135/03: Commission des Communautés européennes contre Royaume d'Espagne (¹)

(Manquement d'État — Réglementation communautaire concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires — Législation nationale autorisant l'utilisation du terme «bio» pour des produits non issus du mode de production biologique)

(2005/C 217/09)

(Langue de procédure: l'espagnol)

Dans l'affaire C-135/03, ayant pour objet un recours en manquement au titre de l'article 226 CE, introduit le 26 mars 2003, **Commission des Communautés européennes**, (agents: MM. G. Berscheid, B. Doherty et F. Jimeno Fernandez ainsi que par M^{me} S. Pardo Quintillán) contre **Royaume d'Espagne**, (agents: M^{me} N. Díaz Abad et M. E. Braquehais Conesa), la Cour (première chambre), composée de M. P. Jann (rapporteur), président de chambre, MM. K. Lenaerts, J. N. Cunha Rodrigues, M. Ilešič et E. Levits, juges, avocat général: M^{me} J. Kokott, greffier: M^{me} M. Ferreira, administrateur principal, a rendu le 14 juillet 2005 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

1. Le recours est rejeté.

2. La Commission des Communautés européennes est condamnée aux dépens.

(¹) JO C 146 du 21.06.2003.

ARRÊT DE LA COUR

(deuxième chambre)

du 7 juillet 2005

dans l'affaire C-147/03: Commission des Communautés européennes contre République d'Autriche (¹)

(Manquement d'État — Articles 12 CE, 149 CE et 150 CE — Conditions d'accès à l'enseignement universitaire — Discrimination)

(2005/C 217/10)

(Langue de procédure: l'allemand)

Dans l'affaire C-147/03, ayant pour objet un recours en manquement au titre de l'article 226 CE, introduit le 31 mars 2003, **Commission des Communautés européennes** (agents: MM. W. Bogensberger et D. Martin), soutenue par **République de Finlande**, (agents: M^{mes} A. Guimaraes-Purokoski et T. Pynnä) contre **République d'Autriche**, (agents: MM. H. Dossi, E. Riedl, ainsi que MM. C. Ruhs et H. Kasparovsky), la Cour (deuxième chambre), composée de M^{me} R. Silva de Lapuerta, président de la cinquième chambre faisant fonction de président de la deuxième chambre, MM. C. Gulmann, J. Makarczyk (rapporteur), P. Kūris et J. Klučka, juges, avocat général: M. F. G. Jacobs, greffier: M^{me} M.-F. Contet, administrateur principal a rendu le 7 juillet 2005 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

1. En ne prenant pas les mesures nécessaires pour assurer que les titulaires de diplômes d'enseignement secondaire obtenus dans les autres États membres puissent accéder à l'enseignement supérieur et universitaire organisé par elle dans les mêmes conditions que les titulaires de diplômes d'enseignement secondaire obtenus en Autriche, la République d'Autriche a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 12 CE, 149 CE et 150 CE.

2. La République d'Autriche est condamnée aux dépens.

(¹) JO C 112 du 10.5.2003.

ARRÊT DE LA COUR

(troisième chambre)

du 21 juillet 2005

dans l'affaire C-149/03: Commission des Communautés européennes contre Royaume de Belgique (¹)

(Manquement d'État — Régime des quotas de pêche — Campagnes de pêche 1991 à 1996)

(2005/C 217/11)

(Langue de procédure: le néerlandais)

Dans l'affaire C-149/03, ayant pour objet un recours en manquement au titre de l'article 226 CE, introduit le 1^{er} avril 2003, **Commission des Communautés européennes**, (agent: T. van Rijn) contre **Royaume de Belgique**, (agent: M^{me} A. Snoecx, assistée de M^e H. Gilliams) la Cour (troisième chambre), composée de M. A. Rosas, président de chambre, MM. J.-P. Puissechet (rapporteur), S. von Bahr, J. Malenovský et U. Lõhmus, juges, avocat général: M^{me} C. Stix-Hackl, greffier: M. R. Grass, a rendu le 21 juillet 2005 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

1. En ayant omis:

- de déterminer les modalités appropriées d'utilisation des quotas qui lui ont été attribués pour chacune des campagnes de pêche 1991 à 1996,
- de veiller, pour chacune de ces campagnes, au respect de la réglementation communautaire en matière de conservation des ressources halieutiques par un contrôle des activités de pêche et par une surveillance appropriée des débarquements et de l'enregistrement des captures,
- d'interdire provisoirement en temps utile, pour chacune de ces campagnes, la pêche au moyen de bateaux battant son pavillon ou enregistrés sur son territoire, lorsque le quota qui lui était applicable était réputé épuisé,
- de prendre des mesures administratives ou pénales contre les responsables d'activités de pêche après l'entrée en vigueur des interdictions,

le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 170/83 du Conseil, du 25 janvier 1983, instituant un régime

communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, de l'article 9, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 3760/92 du Conseil, du 20 décembre 1992, instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture, des articles 1^{er} et 11, paragraphes 1 et 2, du règlement (CEE) n° 2241/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, établissant certaines mesures de contrôle à l'égard des activités de pêche, et des articles 2, 21, paragraphes 1 et 2, ainsi que 31 du règlement (CEE) n° 2847/93 du Conseil, du 12 octobre 1993, instituant un régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche.

2. Le Royaume de Belgique est condamné aux dépens.

(¹) JO C 135 du 07.06.2003.

ARRÊT DE LA COUR

(grande chambre)

du 12 juillet 2005

dans l'affaire C-198/03 P: Commission des Communautés européennes contre CEVA Santé Animale SA, Pfizer Enterprises Sàrl, International Federation for Animal Health (IFAH) (¹)

(Pourvoi — Règlement (CEE) n° 2377/90 — Médicaments vétérinaires — Fixation d'une limite maximale de résidus pour la progestérone — Conditions de la responsabilité non contractuelle de la Communauté)

(2005/C 217/12)

(Langue de procédure: l'anglais)

Dans l'affaire C-198/03 P, ayant pour objet un pourvoi au titre de l'article 56 du statut de la Cour de justice, introduit le 12 mai 2003, **Commission des Communautés européennes**, (agents: MM. T. Christoforou et M. Shotton) les autres parties à la procédure étant: **CEVA Santé Animale SA**, ayant son siège à Libourne (France), (avocats: M^{es} D. Waelbroeck, N. Rampal et U. Zinsmeister), **Pfizer Enterprises Sàrl**, anciennement Pharmacia Enterprises SA et plus anciennement encore Pharmacia & Upjohn SA, ayant son siège à Luxembourg (Luxembourg), (avocats: M^{es} D. Waelbroeck, N. Rampal et U. Zinsmeister) soutenue par **International Federation for Animal Health (IFAH)**, anciennement Fédération européenne de la santé animale (Fedesa), établie à Bruxelles (Belgique), (avocat: M^e A. Vandencastele), la Cour (grande chambre), composée de M. V. Skouris, président, MM. P. Jann (rapporteur), C. W. A. Timmermans et A. Borg Barthet, présidents de chambre, MM. J.-P. Puissechet et R. Schintgen, M^{me} N. Colneric,